

La voix de l'opposition de gauche

Le 26 avril 2018

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Soyez de gauche : Exigez un changement de régime.

Quelques trucs que j'ai oublié de préciser avant-hier.

- Le Pentagone en a marre d'être confondu avec la CIA ou de se voir concurrencer par la CIA sur le même terrain en Syrie notamment, quand on ne lui attribue pas ses saloperies.

- Mailly propulsé à Bruxelles. Pourquoi, parce que c'était un agent de l'UE ? Qu'a été FO depuis le début ?

- Valls veut se présenter à la mairie de Barcelone pour jouer au petit Caudillo, et il a de plus en plus une sale gueule, sa frangine s'est tirée parce qu'elle n'en pouvait plus, et pourtant elle avait la musique qui adoucit les moeurs, Valls aurait confondu avec les meurtres... des Palestiniens innocents, c'est moi qui le rajoute.

A LREM aussi ils l'ont balancé, et à peine venait-il de se séparer de son épouse, qu'il mettait le grappin sur une élue ou une dirigeante locale de LREM, histoire d'essayer de s'infiltrer par la bande le gros malin.

Autrefois (jadis, sic !), être de gauche signifiait qu'on exigeait un changement de régime.

Avant-hier, être de gauche signifiait seulement qu'on exigeait des réformes sociales.

Hier, cela n'engageait déjà plus à grand chose, hormis peut-être qu'on espérait conserver les avantages liés à ces réformes sociales sans espoir d'en voir adopter d'autres.

Aujourd'hui, celui ne signifie plus rien, excepté qu'on entend préserver ses intérêts individuels. Ce qui explique que des individualistes forcenés ou des réactionnaires assumés se disent socialistes.

Au moins les choses sont plus claires.

Du coup, le risque existait que de nombreux travailleurs se tournent vers les extrêmes, dont l'extrême gauche qui se réclame du marxisme, du socialisme, voire du trotskysme.

Pour parer à cette éventualité, ils ont classé les avatars de la social-démocratie et du stalinisme (le PG et le PCF) à l'extrême gauche, au côté du NPA et de LO, ce qui était flatteur pour eux.

Autant dire que ceux qui se situent au-delà n'existent pas, je pense notamment au POI et au POID, si je disais qu'ils ont ce qu'ils méritaient, je serais incompris, ce qui ne m'empêche pas de le penser.

On a donc assisté à un glissement à droite général du mouvement ouvrier et des masses au cours des dernières décennies. Si se dire de gauche ou d'extrême gauche ne veut plus dire grand chose ou rien du tout, cela signifie que se dire de droite à un sens, à moins que ce ne soit ni l'un ni l'autre, ce qui revient au même, sinon nous n'aurions pas écopé de Macron.

Pour illustrer ce qui vient d'être dit :

- Marseille-Saclbourg: Jean-Luc Mélenchon pour la première fois en tribune au Vélodrome - Le HuffPost 26.04

"S'il y a un mec dans tout le pays qui ne s'intéresse pas au foot, c'est moi", disait-il il y a deux semaines. Le HuffPost 26.04

Parole d'internaute. Souvenir, souvenir... en famille.

Mélenchon loue les qualités de Mitterrand chaque fois qu'il en a l'occasion, pendant que d'autres ânonnent que leur collusion avec le PS était justifiée. Alors qu'ils assument :

1- "... la France s'est discréditée à partir des années "Mitterrand". Il y eut déjà l'expulsion d'une trentaine de diplomates russes pour prouver sa loyauté à l'égard des Etats-Unis. Et si vous vous penchez sur cette affaire, les autorités françaises n'ont jamais pu prouver "noir sur blanc" que ces diplomates s'étaient livrés à des actions illégales d'espionnage (tout avait été monté derrière le motif déjà de l'influence grandissante de ces diplomates dans les milieux français...). Il s'en suivit une dégradation sérieuse des relations avec Moscou, au profit d'autres pays. Puis il y eut la Yougoslavie. "

2- "Deux mois et deux semaines plus tôt, Mitterrand avait donné des gages à l'Oncle Sam en se prononçant devant le Bundestag en faveur de l'installation d'euromissiles Pershing en RFA."

Etc. etc. etc.

Parole d'internaute. La réalité est cruelle, surtout quand vous n'avez cessé de la nier et qu'elle vous rattrape.

1- "... quand on regarde l'état de droit en France, en Europe ou aux USA avec les lois votés ou à venir (secret des affaires, tribunaux arbitraux, surveillance généralisé, fin de neutralité du net, ...) pourquoi attendre une autre attitude de nos dirigeants qui ne sont que l'expression de la tendance autoritaire actuelle qui n'aura jamais été aussi bien illustré par la phrase "vous êtes avec nous ou contre nous".

La raison n'a plus droit au chapitre quand les intérêts particuliers se drapant dans une morale aveugle sont aux commandes."

LVOG - Parce que hier "la raison" de ceux qui détenaient et détiennent encore le pouvoir ne correspondait pas à leurs "intérêts particuliers" ? C'est déjà avoué que vous les partagiez et que vous en êtes nostalgique. Cet internaute s'est trahi lui-même mais il ne s'en est pas aperçu...

2- "Maintenant, soyons réaliste. Pour le moment le droit international relève-t-il de la raison ou de la loi du plus fort ? De la loi du plus fort.

Pour quelles raisons ? Seuls le plus fort peut imposer sa loi. Il en est de même dans chaque état. La raison n'a jamais imposé sa loi dans le court terme. Elle demande du temps, de l'énergie et de la sécurité.

Qui sont les plus forts ? Les USA et les pays de l'Otan, les classes dominantes au niveau national.

Comment on fait pour changer ? J'ai beau chercher dans les touches de mon clavier, mais je n'arrive pas à trouver la solution.

Des idées d'action ?

Qui nous dit que nous ne serions nous, lecteurs de les-crisis.fr, pas dans l'erreur ?"

LVOG - Vous avez raison de vous poser la question. Vous n'avez d'yeux que pour "les USA et les pays de l'Otan, les classes dominantes", on vous informe qu'il existe aussi une classe dominée, c'est peut-être de ce côté-là que se trouve la solution...

Parole d'internaute. Soit loué le pays de la guerre et de la dictature militaire !

1- <https://reseauinternational.net/les-etats-unis-ont-ete-en-guerre-222-des-239-annees-de-son-existence/>

Les Etats Unis est bien un pays conquérant leur politique repose là dessus c'est indéniable que se soit par la force pure ou par l'utilisation d'arme silencieuse, (coup d'état, stratégie du choc, guerre économique). Ils ont été en guerre durant plus de 219 ans sur les 239 années de leur existence... <https://lesmoutonsenrages.fr/2016/07/09/reve-americaain-ca-depend-pour-qui/>

2- « Les États-Unis ont soutenu, et dans bien des cas engendré, toutes les dictatures militaires droitières apparues dans le monde à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Je veux parler de l'Indonésie, de la Grèce, de l'Uruguay, du Brésil, du Paraguay, d'Haïti, de la Turquie, des Philippines, du Guatemala, du Salvador, et, bien sûr, du Chili. L'horreur que les États-Unis ont infligée au Chili en 1973 ne pourra jamais être expiée et ne pourra jamais être oubliée. Des centaines de milliers de morts ont eu lieu dans tous ces pays. » (Harold Pinter)

Quand le règne de l'oligarchie rime avec médiocratie.

- En politique comme dans les entreprises, "les médiocres ont pris le pouvoir", par Alain Deneault - les-crisis.fr 28.04

Sous le règne de la médiocratie, la moyenne devient une norme, le compromis domine : idées et hommes deviennent interchangeables. Il faut résister à la révolution anesthésiante, alerte le philosophe Alain Deneault.

C'est d'une « révolution anesthésiante » qu'il s'agit. Celle qui nous invite à nous situer toujours au centre, à penser mou, à mettre nos convictions dans notre poche de manière à devenir des êtres interchangeables, faciles à ranger dans des cases. Surtout ne rien déranger, surtout ne rien inventer qui pourrait remettre en cause l'ordre économique et social. (...)

Qu'entendez-vous par « médiocratie » ?

En français, il n'existe pas d'autre mot que celui de « médiocrité » pour désigner ce qui est « moyen ». « Supériorité » renvoie à ce qui est supérieur, « infériorité » à ce qui est inférieur, mais « moyenneté » ne se dit pas. Il y a pourtant une distinction sémantique entre la moyenne et la médiocrité, car la moyenne relève le plus souvent d'une abstraction : revenu moyen, compétence moyenne, c'est-à-dire une place au milieu d'une échelle de valeurs. La médiocrité, en revanche, est la moyenne en acte.

La médiocratie désigne ainsi un régime où la moyenne devient une norme impérieuse qu'il s'agit d'incarner. C'est l'ordre médiocre érigé en modèle. Il ne s'agit donc pas pour moi de stigmatiser qui que ce soit, mais plutôt de comprendre la nature de cette injonction à être médiocre qui pèse aujourd'hui sur des gens qui ne sont pas forcément enclins à l'être.

Quelle est cette injonction ? D'où vient-elle ?

La médiocratie vient d'abord de la division et de l'industrialisation du travail qui ont transformé les métiers en emplois. Marx l'a décrit dès 1849. En réduisant le travail à une force puis à un coût, le capitalisme l'a dévitalisé, le taylorisme en a poussé la standardisation jusqu'à ses dernières logiques. Les métiers se sont ainsi progressivement perdus, le travail est devenu une prestation moyenne désincarnée.

Aux yeux d'un grand nombre de salariés, qui passent de manière indifférente d'un travail à un autre, celui-ci se réduit à un moyen de subsistance. Prestation moyenne, résultat moyen, l'objectif est de rendre les gens interchangeables au sein de grands ensembles de production qui échappent à la conscience d'à peu près tout le monde, à l'exception de ceux qui en sont les architectes et les bénéficiaires.

A l'origine de la médiocratie, vous insistez également sur la montée en puissance de la « gouvernance »...

C'est le versant politique de la genèse de la médiocratie. D'apparence inoffensive, le terme de gouvernance a été introduit par Margaret Thatcher et ses collaborateurs dans les années 80. Sous couvert de saine gestion des institutions publiques, il s'agissait d'appliquer à l'Etat les méthodes de gestion des entreprises privées supposées plus efficaces.

La gouvernance, qui depuis a fait florès, est une forme de gestion néolibérale de l'Etat caractérisée par la déréglementation et la privatisation des services publics et l'adaptation des institutions aux besoins des entreprises. De la politique, nous sommes ainsi passés à la gouvernance que l'on tend à confondre avec la démocratie alors qu'elle en est l'opposé.

Dans un régime de gouvernance, l'action politique est réduite à la gestion, à ce que les manuels de management appellent le « problem solving » : la recherche d'une solution immédiate à un problème immédiat, ce qui exclut toute réflexion de long terme, fondée sur des principes, toute vision politique du monde publiquement débattue. Dans le régime de la gouvernance, nous sommes invités à devenir des petits partenaires obéissants, incarnant à l'identique une vision moyenne du monde, dans une perspective unique, celle du libéralisme.

Etre médiocre, ce n'est donc pas être incompetent ?

Non. Le système encourage l'ascension des acteurs moyennement compétents au détriment des super compétents ou des parfaits incompetents. Ces derniers parce qu'ils ne font pas l'affaire et les premiers parce qu'ils risquent de remettre en cause le système et ses conventions. Le médiocre doit avoir une connaissance utile qui n'enseigne toutefois pas à remettre en cause ses fondements idéologiques. L'esprit critique est ainsi redouté car il s'exerce à tout moment envers toute chose, il est ouvert au doute, toujours soumis à sa propre exigence. Le médiocre doit « jouer le jeu ».

Que voulez-vous dire ?

« Jouer le jeu » est une expression pauvre qui contient deux fois le même mot relié par un article, c'est dire son caractère tautologique. C'est une expression souriante, d'apparence banale et même ludique. Jouer le jeu veut pourtant dire accepter des pratiques officieuses qui servent des intérêts

à courte vue, se soumettre à des règles en détournant les yeux du non-dit, de l'impensé qui les sous-tendent. Jouer le jeu, c'est accepter de ne pas citer tel nom dans tel rapport, faire abstraction de ceci, ne pas mentionner cela, permettre à l'arbitraire de prendre le dessus. Au bout du compte, jouer le jeu consiste, à force de tricher, à générer des institutions corrompues.

La corruption arrive ainsi à son terme lorsque les acteurs ne savent même plus qu'ils sont corrompus. Quand des sociétés pharmaceutiques s'assurent que l'on guérisse à grands frais des cancers de la prostate pourtant voués à ne se développer de manière alarmante que le jour où ceux qui en sont atteints auront 130 ans. Quand l'université forme des étudiants pour en faire non pas des esprits autonomes mais des experts prêts à être instrumentalisés.

Le recteur de l'Université de Montréal l'a affirmé sur le ton de l'évidence à l'automne 2011 : « Les cerveaux doivent correspondre aux besoins des entreprises. » Des entreprises qui justement siègent au conseil d'administration de l'université, même si celle-ci demeure largement financée par l'Etat. Le recteur de notre principale université francophone rejoignait ainsi, presque mot pour mot, les propos de Patrick Le Lay, alors PDG de TF1, affirmant en 2004 que sa chaîne vendait « du temps de cerveau disponible » à Coca-Cola.

Jouer le jeu, c'est aussi, où que l'on soit, adopter le langage de l'entreprise privée...

Dans l'ordre de la gouvernance, le service public disparaît et sa terminologie avec. Le patient d'un hôpital, l'usager du train ou du métro, le spectateur d'une salle de concert, l'abonné d'un musée, tous deviennent des « clients ». A la radio d'Etat, au Québec, un journaliste culturel m'a récemment demandé si j'étais « consommateur de théâtre ». Et la bibliothèque nationale, quand je suis en retard pour rendre les livres que j'ai empruntés, m'envoie un courriel qui commence par « Cher client ». Ces mots ne sont pas anodins. Ils sont révélateurs. Ils en disent long sur la révolution anesthésiante que nous vivons aujourd'hui.

Vous placez l'expert au centre de la médiocratie. Pourquoi ?

L'expert est souvent médiocre, au sens où je l'ai défini. Il n'est pas incompetent, mais il formate sa pensée en fonction des intérêts de ceux qui l'emploient. Il fournit les données pratiques ou théoriques dont ont besoin ceux qui le rétribuent pour se légitimer. Pour le pouvoir, il est l'être moyen par lequel imposer son ordre.

L'expert s'enferme ainsi dans les paramètres souhaités par telle entreprise, telle industrie, tel intérêt privé. Il ne citera pas Coca-Cola dans une étude sur l'obésité parce que la marque a financé l'étude. Il affirmera que les variations climatiques ne sont pas liées à l'activité industrielle parce que Exxon Mobil subventionne ses recherches. Il nous faudrait un nouveau Molière pour faire subir aux experts le sort que l'auteur du Malade imaginaire a réservé aux médecins de son temps.

La médiocratie ne pousse-t-elle pas aussi à l'affadissement du discours politique ?

Sans surprise, c'est le milieu, le centre, le moyen qui dominant la pensée politique. Les différences entre les discours des uns et des autres sont minimes, les symboles plus que les fondements divergent, dans une apparence de discorde. Les « mesures équilibrées », « juste milieu », ou « compromis » sont érigées en notions fétiches. C'est l'ordre politique de l'extrême centre dont la position correspond moins à un point sur l'axe gauche-droite qu'à la disparition de cet axe au profit d'une seule approche et d'une seule logique.

Dans ce contexte médiocre, règne la combine. Les gouvernants se font élire sur une ligne politique et en appliquent une autre une fois élus, les électeurs profitent des municipales pour protester contre la politique nationale, votent Front national pour exprimer leur colère, les médias favorisent

ces dérapages en ne s'intéressant qu'aux stratégies des acteurs. Aucune vision d'avenir, tout le jeu politique est à courte vue, dans le bricolage permanent.

Comment résister à la médiocratie ?

Résister d'abord au buffet auquel on vous invite, aux petites tentations par lesquelles vous allez entrer dans le jeu. Dire non. Non, je n'occuperai pas cette fonction, non, je n'accepterai pas cette promotion, je renonce à cet avantage ou à cette reconnaissance, parce qu'elle est empoisonnée. Résister, en ce sens, est une ascèse, ce n'est pas facile.

Revenir à la culture et aux références intellectuelles est également une nécessité. Si on se remet à lire, à penser, à affirmer la valeur de concepts aujourd'hui balayés comme s'ils étaient insignifiants, si on réinjecte du sens là où il n'y en a plus, quitte à être marginal, on avance politiquement. Ce n'est pas un hasard si le langage lui-même est aujourd'hui attaqué. Rétablissons-le. les-crisis.fr 28.04

Commentaires d'internautes

1- "Les médiocres au pouvoir sont facile à reconnaître. Ils se prennent pour des gens importants et méprisent ceux "qui ne sont rien" ou "sans dents". Ils font tout pour empêcher de parler ceux qui réfléchissent et risquent de dévoiler leur médiocrité. Quant à ceux qui ont un vrai projet pour la France, ils sont réduits au silence ou traînés dans la boue, accusés notamment de "complotisme" et de toutes sortes de "phobismes".

Les médiocres sont intellectuellement paresseux et sont soumis au pouvoir mondialiste de la finance dont ils espèrent quelques récompenses. Les médiocres renoncent aux projets constructifs et à la lutte, ils ne font que mettre en application la vision du monde de leurs maîtres. Ils confondent combat et agressivité. Faute d'autorité ils sont autoritaristes. Ils n'aiment qu'eux-mêmes et l'image qu'ils en ont ou croient avoir. Ils sont tout dans une réussite éphémère, égoïste et narcissique, et les autres ne sont rien."

LVOG- Les médiocres au pouvoir s'entourent de gens dociles et plus médiocres qu'eux pour faire la sale besogne et l'assumer, ils sont dévoré d'ambition et ils n'ont aucun principe, comme autrefois Staline par exemple.

2- "Je ne m'étais pas fait cette réflexion de l'omniprésence de la médiocrité. Pourtant tous ces appels, aussi automatiques que ridicules, à « l'excellence » auraient dû résonner comme une alarme, nous mettre la puce à l'oreille : ils sont des appels cachés, mais au fond limpides, à la docilité, au conformisme, en un mot à la médiocrité... évidemment !"

Les grande oreilles des complotistes vous espionnent.

- Facebook confirme qu'il espionne vos conversations sur Messenger - les-crisis.fr 28.04

Facebook a révélé cette semaine qu'il scanne les conversations des utilisateurs de Messenger – y compris les chats textuels, les photos et les liens – dans un effort pour s'assurer que les gens se conforment à ses règles.

Le PDG, Mark Zuckerberg, a pour la première fois lâché le morceau dans une interview avec Ezra Klein de Vox, dans laquelle il a évoqué un incident autour du nettoyage ethnique au Myanmar, et a expliqué que les systèmes de l'entreprise « détectent ce qui se passe » lorsque les gens essaient d'envoyer des messages sensationnels via Messenger, et que Facebook « empêche ces messages de passer ».

La société a déclaré à Bloomberg qu'elle analyse les conversations Messenger de la même manière qu'elle le fait avec le contenu public sur le réseau social, en vue de prévenir les abus. Les messages qui sont signalés comme violant les normes de la communauté Facebook sont lus par des modérateurs, qui peuvent ensuite les bloquer ou les retirer si nécessaire. (Source : The Next Web, Abhimanyu Ghoshal, 06-04-2018 - les-crises.fr 28.04

ACTUALITE EN TITRES

Faites-le savoir.

Un internaute - La France est devenue un État-voyou, une "petite frappe"...

LVOG - Faible donc à l'intérieur. Mais alors, c'est qu'on peut dégager Macron et abattre la Ve République... Pourquoi pas ?

Qui a dit ?

- *"J'ai l'habitude d'être propre sur moi"*

Réponse : Macron, qui en est encore à la pellicule argentique ! Argent, argenterie, il y est attaché...

De qui parlait-il ?

- *"Ça n'a aucune espèce d'importance qu'on se tienne la main, qu'on s'embrasse."*

Réponse : Macron. Même pas besoin de laisse ! (LeParisien.fr 26 avril 2018)

Recyclage en famille.

- Claire Compagnon nommée déléguée interministérielle pour l'autisme - Libération 26 avril 2018

En 2015, elle a été nommée à l'Inspection générale des affaires sociales par Marisol Touraine, alors ministre de la Santé. (Young Leaders 1998) Libération 26 avril 2018

Ils ne nomment pas n'importe qui dans les ministères, ils ont tous été formatés pour faire du sale boulot...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Abolition de l'esclavage: faut-il débaptiser les rues aux noms d'esclavagistes? - Le HuffPost

- Les 19 pistes à creuser pour réduire enfin les inégalités - Liberation.fr

L'Etat, l'oligarchie hors la loi ?

- « Le financement du terrorisme est extrêmement difficile à endiguer » - Publicsenat.fr

Quand un micro-Etat terroriste fait ses comptes.

- Financement du terrorisme : le Qatar veut durcir le contrôle des organisations charitables - LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui gouverne en oligarchie ?

- Un an après, les ministres d'Édouard Philippe restent d'illustres inconnus - LeFigaro.fr 26.04

Selon notre sondage Odoxa-Dentsu Consulting, les membres du gouvernement sont à la fois peu connus des Français et le plus souvent impopulaires. LeFigaro.fr 26.04

Ce sont des directeurs ou directrices de communication de la start'up France passée sous la coupe de l'oligarchie.

Les idéologues de l'oligarchie indiquent aux hauts fonctionnaires les dossiers qu'ils vont avoir à traiter selon la ligne qui leur aura été communiquée ; ces hauts fonctionnaires rédigeront une note à l'attention des technocrates en place qui seront chargés d'établir un rapport, qu'ensuite ils leur remettront, avant qu'il atterrisse sur le bureau du ministre après lecture et éventuellement rectification, de sorte que le ministre n'ait plus qu'à en débiter les grandes lignes ou les décisions adoptées devant les médias, qui à leur tour les colporteront dans les chaumières...

Le Président et le Premier ministre ont juste à jouer le rôle de passe-plats entre l'oligarchie ou les idéologues de l'oligarchie et les hauts fonctionnaires, quand ils n'entretiennent pas directement des relations.

A quand la création d'un véritable syndicat ouvrier ?

- Congrès de FO : un vote sanction pour le départ de Jean-Claude Mailly - Liberation.fr 27 avril 2018

Le rapport d'activité, qui résume l'action du bureau confédéral au cours des trois dernières années, aurait été adopté sur le fil, avec seulement 50,54 % de voix favorables. Par comparaison, lors des précédents congrès en 2015 et en 2011, il avait recueilli l'approbation de 97 % de voix.

Soucieux de préserver l'unité du syndicat, partagé entre des «réformistes» fidèles au sortant et des tenants d'une ligne plus contestataire, certains délégués FO espéraient que les militants retiennent leur colère ou la transforment plutôt en abstention. Mais leur message, répété à la tribune du congrès, n'a pas été entendu : les militants ont préféré une sanction ferme. Un camouflet pour Mailly, diront certains. Et surtout, le signe, pour d'autres, que rien ne va plus au sein de la maison FO, au bord de la crise.

Preuve de ces difficultés, la nuit de jeudi à vendredi aurait été longue à Lille. Sur Twitter, plusieurs journalistes présents au congrès ont indiqué que certaines fédérations auraient décidé de quitter la table des commissions chargées de définir la ligne FO pour les années à venir. Pas de quoi émouvoir Jean-Claude Mailly ? Du moins, c'est ce qu'il a laissé entendre la veille lors de son dernier discours en tant que secrétaire général du syndicat, en expliquant que, bien que certains aient «mordu le trait de la fraternité et de la camaraderie», il avait «le dos large». Liberation.fr 27 avril 2018

Seul candidat en lice, Pascal Pavageau a été élu vendredi nouveau secrétaire général de Force ouvrière, à l'issue d'une semaine de congrès chahutée à Lille, qui s'est conclue par un tweet assassin du sortant, Jean-Claude Mailly, contre son successeur.

"Hypocrisie" et "duplicité" : c'est par ces mots que M. Mailly a commenté le premier discours de Pascal Pavageau en tant que numéro un, ultime coup de théâtre d'un congrès houleux.

Le nouveau numéro un, élu confortablement avec près de 97% des voix

Avant d'entonner L'Internationale, les congressistes, qui dans leur ensemble ont chaudement salué le discours de leur nouveau patron, ont eu droit à quelques morceaux du groupe de hard-rock AC/DC. (Dont le milliardaire Warren Buffet est aussi fan. Bon, moi aussi, mais ni de Warren Buffet ni de Pascal Pavageau ! Et puis je n'écoute pas les paroles, c'est préférable. Je préfère Def Leppard, Metallica, Scorpions... - LVOG)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

Une balle dans la tête. Assassinat ciblé : Azzam Oweida, 15 ans.

- Gaza: mort d'un adolescent palestinien blessé par l'armée israélienne - AFP 27.04

Un adolescent palestinien a succombé à ses blessures samedi après avoir été atteint la veille par des tirs israéliens lors de nouveaux affrontements à la frontière entre la bande de Gaza et Israël, a annoncé le ministère de la Santé à Gaza.

"Azzam Oweida, 15 ans, est mort après avoir été atteint à la tête hier à l'est de Khan Younès", dans le sud de l'enclave palestinienne, a indiqué le ministère dans un communiqué. Ce décès porte à quatre le nombre de Palestiniens tués lors de ce cinquième vendredi de protestations consécutif. AFP 27.04

Et 600 blessés disent des médecins de Gaza Reuters 27.04

Au total, 45 Palestiniens ont été tués depuis le 30 mars et le début d'un mouvement de contestation massive appelé "la grande marche du retour". Franceinfo 27.04

Causerie du 20 avril - ...le réseau juif européen pour Israël et pour la paix, organise un colloque le 28 avril à la mairie du IVe arrondissement de Paris sur le thème : «Israël, la démocratie menacée ?» «Un vent mauvais souffle sur Israël qui met en danger les fondements même de cette démocratie», annoncent les organisateurs. Liberation.fr 19 avril 2018

États-Unis

- **Les États-Unis dépassés par la guerre électronique russe - Réseau Voltaire 26 avril 2018**

Intervenant le 24 avril 2018 au symposium GEOINT 2018, le général Raymond A. Thomas III (commandant en chef des Opérations spéciales (USSOCOM), a révélé l'ampleur de la guerre électronique entre les États-Unis et « l'ennemi » (comprendre la Russie).

Selon lui, « l'ennemi » brouille ou inhibe systématiquement les systèmes US en Syrie, rendant impossible au Pentagone de surveiller la zone de combat. Lors de l'attaque tripartite du 14 avril, l'armée russe est parvenue à hacker les transmissions GPS de sorte que certains missiles ont été détournés. Pis, les systèmes de reconnaissance ami/ennemi ne fonctionnaient plus. Dans ces conditions, il devenait non seulement inutile, mais dangereux d'utiliser les avions de surveillance. Réseau Voltaire 26 avril 2018

- Guerre électronique: des avions US en Syrie rendus sourds et aveugles - fr.sputniknews.com 26.04.2018

Selon le chef du Commandement des opérations spéciales des États-Unis, des moyens non identifiés de lutte électronique bloquent les canaux de communication entre les unités au sol et les avions et les hélicoptères américains en Syrie, communique The Drive.

Intervenant dans le cadre du symposium GEOINT 2018, le chef du Commandement des opérations spéciales des États-Unis, Tony Thomas, a évoqué le brouillage des communications entre l'aviation et les forces terrestres américaines en Syrie, faisant état d'«un environnement très agressif» dans lequel opéraient les avions américains.

«Ils nous testent chaque jour, réduisant nos communications, désactivant nos AC-130, etc.», a déclaré le général.

Selon The Drive, les moyens de lutte électronique représentent un danger pour les AC-130, car ils sont capables de bloquer les canaux de communication et de transmission de données qui permettent aux pilotes de coordonner les frappes avec les forces terrestres et les drones.

Ces moyens russes de guerre radio-électronique scrutés par l'Otan En outre, le brouillage des récepteurs GPS détériore la capacité des navires de guerre américains à porter des frappes précises avec des missiles de croisières et ne permet pas aux forces terrestres d'utiliser les munitions de haute précision.

Selon le média, les adversaires du Pentagone en Syrie sont en mesure de capter les rayonnements des systèmes de guidage, mais aussi de brouiller le signal authentique et réorienter l'attaque de l'aviation contre ses propres forces terrestres, de dérouter les avions de transport et de créer des obstacles au largage des paras.

«En fonction de l'ampleur et de l'efficacité des attaques électroniques, elles pourraient avoir un impact sur d'autres types d'aéronefs américains pilotés et non opérant en Syrie», estime le général. fr.sputniknews.com 26.04.2018

Syrie

- 17 témoins oculaires déposent devant l'OIAC - Réseau Voltaire 27 avril 2018

A la demande de la Russie, 17 témoins oculaires des faits survenus à Douma sont venus déposer devant l'OIAC, le 27 avril. Ces personnes apparaissent sur la vidéo diffusée par les Casques blancs d'une « attaque chimique » à Douma ou sont des responsables de cet hôpital. Elles ont toutes attesté que cette « attaque chimique » n'a jamais eu lieu.

Les délégations des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France ont protesté contre ce « show » et ont assuré encore qu'elles disposent de preuves qui contredisent ces témoignages. Mais elles ne les ont pas produites.

Considérant la vidéo des Casques blancs comme une preuve suffisante, ces trois États ont bombardé la Syrie, le 14 avril.

De son côté, la délégation russe, qui estimait que tout cela relevait d'une intoxication des Occidentaux, a conclu à la réception de ces témoignages qu'il s'agit de mauvaise foi. Elle a annoncé qu'elle ne laisserait plus attaquer la Syrie. Réseau Voltaire 27 avril 2018

- Des substances chimiques du laboratoire de Porton Down découvertes dans un dépôt à Douma - fr.sputniknews.com 26.04.2018

Des substances chimiques du laboratoire de Porton Down ont été découvertes dans un dépôt d'armes chimiques abandonné par les extrémistes dans la ville syrienne de Douma, a déclaré l'ambassadeur adjoint de la Syrie à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), Ghassan Obeid.

Les troupes syriennes ont constaté que ces dépôts recelaient des substances chimiques fabriquées en Allemagne et au Royaume-Uni, a-t-il précisé.

«Nous avons trouvé dans le dépôt d'armes chimiques laissé à Douma par les terroristes des substances chimiques en provenance d'Allemagne et du Royaume-Uni, du laboratoire de Porton Down de Salisbury. De Salisbury et de nulle part ailleurs», a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse à l'issue d'un briefing à La Haye, le siège de l'OIAC.

Ghassan Obeid a exprimé l'espoir que les experts de l'OIAC actuellement présents en Syrie visitent «les dépôts où les substances chimiques abandonnées par les groupes terroristes à Douma ont été découvertes».

«Toutes les fausses accusations seront alors balayées et le monde connaîtra la vérité», a-t-il souligné. . fr.sputniknews.com 26.04.2018

- Moscou peut prouver que la vidéo de «l'attaque chimique» en Syrie est une mise en scène - fr.sputniknews.com 26.04.2018

La Russie est capable de prouver que la vidéo des Casques blancs sur la présumée l'attaque chimique en Syrie est montée de toutes pièces.

Moscou peut prouver que la vidéo des Casques blancs, présentant l'emploi présumé d'une arme chimique le 7 avril dans la ville syrienne de Douma, n'est qu'un faux, a déclaré ce jeudi le représentant de la Russie auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), Alexandre Choulguine, lors d'une conférence de presse avec la participation de témoins de cette «attaque».

«Aujourd'hui, nous pouvons prouver que la vidéo des Casques blancs n'est qu'une vulgaire mise en scène. Par conséquent, les références de, comme nous les appelons, nos partenaires occidentaux à cet enregistrement en qualité de témoignage de l'attaque chimique sont entièrement inconsistantes. C'est d'ailleurs ce que notre conférence de presse visait», a-t-il fait remarquer.

Il a indiqué que les représentants des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni n'avaient pas pris part à cette conférence de presse à l'OIAC où ont été invités des témoins de la présumée attaque chimique du 7 avril à Douma.

«Elle [la conférence de presse, ndlr] a rassemblé des dizaines de pays membres du Conseil exécutif de l'OIAC qui nous ont posé beaucoup de questions. Mais, malheureusement, les représentants des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, des pays de l'UE et de l'Otan, ainsi

que certains alliés asiatiques des USA étaient absents», a-t-il constaté. fr.sputniknews.com 26.04.2018

- Zakharova étrille Le Drian sur les «victimes» de Douma - fr.sputniknews.com 27.04.2018

Les accusations de Paris à l'encontre de Moscou sur la supposée attaque chimique de la Ghouta commencent à agacer certains responsables russes. Lors d'un point presse, Maria Zakharova a fait référence à Jean-Yves Le Drian de manière assez peu diplomatique. Retour sur cette passe d'armes sur fond de crise syrienne.

«Nous ne sommes parvenus pour l'heure à détecter aucune de ces victimes dont parlait M. Le Drian ni de traces d'utilisation d'armes chimiques», a fait savoir Maria Zakharova, lors d'un point presse.

Alors que Moscou attend les résultats de l'OIAC l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques, des prélèvements ayant pu être effectué dans les quartiers récemment libérés de Douma, Maria Zakharova, porte-parole du Ministère russe des Affaires étrangères (MID), n'a pas épargné Jean-Yves le Drian lors d'un point presse de plus de deux heures, le 26 avril.

Une réponse, en règle, aux accusations du Quai d'Orsay à l'encontre de la Russie qui multiplierait «les déclarations contradictoires» sans «aucun souci de cohérence ni de vérité, puisqu'il s'agit de semer le doute et la confusion.»

Une ligne que Le Drian avait également tenue sur BFMTV. Invité de Ruth Elkrief le 19 avril, il évoque la «manipulation permanente» de la Russie sur le dossier syrien, Moscou qui selon lui expliquerait que ce seraient «les habitants de Douma qui s'auto-gazent eux-mêmes. Ils s'auto-suicident.»

Comble de l'ignominie, la Russie mettrait, selon l'ex-VRP de choc de l'armement français, «en scène des enfants» dans des vidéos — référence quasi certaine au petit Hassan Diab — «alors qu'il s'agit d'attaques qui ont coûté la vie à plus de 45 personnes et en ont blessé de très nombreuses autres», accuse le chef de la diplomatie française.

Soulignons au passage qu'en matière de «mise en scène» d'enfants syriens, les pays occidentaux n'ont guère de leçons à donner. On se souvient, notamment, de la petite Bana Alabed: cette fillette de 7 ans portée aux nues par l'ensemble de la presse mainstream occidentale et dont les interviews par Skype ont été diffusées sur CNN et TF1. Bana, dont le compte Twitter, ouvert quelques jours avant l'offensive de l'armée régulière sur Alep Est, était alimenté par sa mère, avec des biais idéologiques assez marqués.

S'il est aujourd'hui impossible de déterminer avec exactitude qui a raison des Russes ou des Français concernant la supposée attaque chimique de Douma, de lourds soupçons pèsent néanmoins sur les arguments présentés par Paris afin de justifier les frappes du 14 avril dernier en Syrie.

En effet, Paris met en avant «l'authenticité avérée» de «nombreux témoignages» recueillis par la France, évoquant également les «photographies et vidéos, nombreuses et concordantes ont été authentifiées par nos experts.» Il s'agirait, à en croire ce document, de la simple analyse des publications sur les réseaux sociaux et autres retweets et dont la crédibilité tient à la simple «spontanéité» de leur mise en ligne ainsi qu'au fait qu'«une partie des entités ayant publié ces informations est reconnue comme habituellement fiable»?

Quoi qu'il en soit, le Quai d'Orsay réitère l'argument-choc des «ONG médicales» qui auraient «constaté des traces d'attaques chimiques sur les victimes», certainement les deux ONG citées

dans le document décalcifé évoqué plus haut. À savoir la Syrian American Medical Society (SAMS), décrite par le quotidien Le Monde comme «proche de l'opposition au régime de Bachar al-Assad» et la Union of Medical Care and Relief Organizations (UOSSM), fondée en France en 2012 avec le concours d'une cohorte d'associations humanitaires établies notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, au Canada ou encore en Turquie.

Autre preuve «irréfutable» avancée par Paris: l'OMS qui aurait constaté que les symptômes présentés par près de 500 patients «correspondaient sans nul doute à l'action de gaz». S'il est vrai que l'OMS s'était dite «profondément alarmée», «par les rapports soupçonnant l'utilisation de produits chimiques» de «partenaires du groupe de responsabilité sectorielle Santé», jamais l'organisation onusienne — qui travaille indépendamment de l'OIAC sur place — n'a visiblement pu confirmer ces chiffres, malgré ses demandes d'accès aux victimes.

Bref, du lourd... Parallèlement à cette étude rondement menée depuis des bureaux parisiens, plusieurs journalistes — pas uniquement russes — se sont rendus sur place afin de recueillir des témoignages d'habitants et de médecins vivant toujours à Douma. Des témoignages qui mettent à mal la version de Paris, à commencer par l'enquête de Robert Fisk.

Grand reporter et correspondant de The Independent à Beyrouth depuis plus de 30 ans, il s'est rendu dans la clinique où a été tournée la vidéo qui a ému la «communauté internationale», le médecin en chef lui a alors raconté comment a été mis en scène ce qui n'aurait été qu'un manque d'oxygène dû aux poussières des bombardements.

Une version qu'étaient les témoignages recueillis par Pearson Sharp, journaliste pour OANN, une chaîne de télévision conservatrice américaine. Autres témoignages compromettants pour les tenants qu'une attaque chimique gouvernementale aurait bien eu lieu à Douma: ceux de la chaîne allemande n-tv, la presse allemande étant connue pour être parmi les plus critiques à l'égard de la Russie. fr.sputniknews.com 27.04.2018 «Garçon non identifié de Douma»: ce témoin de l'attaque n'existe-t-il pas pour Reuters? - fr.sputniknews.com 27.04.2018

Arménie

Arménie. Nous y voilà. Il s'agit d'une «révolution de velours» concoctée depuis Washington ou l'Otan.

Grille de lecture.

Subrepticement on apprend que "le Premier ministre démissionnaire était proche de Moscou", tiens donc, tout s'explique alors. Mais pourquoi ne l'avoir pas dit tout de suite ? Ils craignaient peut-être que ce coup d'Etat échoue et ils ne voulaient pas se mouiller inutilement.

Comparez l'attitude des médias envers la grève des cheminots qu'ils conspuent à longueur de temps, et leur engouement pour "l'ultimatum" posé par l'opposition en Arménie, qui somme "tous les représentants" du Premier ministre démissionnaire de leur "laisser la place".

Quand la confrérie des médias-oligarques manifeste en chœur son enthousiasme pour un "opposant", c'est qu'il y a un lézard quelque part, une leçon à retenir. Deux exemples parmi tant d'autres.

- Russie : Alexeï Navalny, principal opposant de Poutine...

Le monsieur 1% des Américains, depuis la réélection de Poutine, on n'en entend plus parler.

- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian...

Lui il bénéficie de la crise économique et sociale qui ravage l'Arménie et du renouvellement des générations qui ont des illusions dans l'UE notamment.

Peu importe que la majorité des députés qui appartiennent au parti du Premier ministre démissionnaire aient été élus en avril 2017, puisque le peuple réclame leur départ, ils doivent dégager. Et Macron, Philippe, leur gouvernement et leurs élus fantoches à l'Assemblée nationale, ultra minoritaires dans le pays, illégitimes, ne devraient-ils pas dégager ? Ah ben non alors, c'est nous qui les avons mis en place s'écriraient Drahi et Joffrin, l'ensemble des médias et bien au-delà.

Ils exigent que la Constitution soit respectée quand cela les arrange, dans le cas contraire ils s'arrogent le pouvoir de la violer ou ils soutiennent ceux qui veulent s'emparer du pouvoir par la force.

Libération - La population veut transformer l'essai de cette «révolution de velours» en exigeant sa participation à la transition politique de cette ex-république soviétique du Caucase du Sud. «Nous voulions le départ de Sarkissian, mais ce sont tous les représentants de son parti, le Parti républicain, qui doivent laisser la place à notre force d'opposition. Car sinon, Sarkissian trouvera un moyen de garder la main sur les affaires et aucun changement structurel ne sera possible», explique Tigran, architecte.

LVOG - Et Libération de louer "le charismatique Nikol Pachinian" ! Le quotidien belge Le Temps s'enflamme : "le héros incontesté d'un mouvement historique". Et il lâche le morceau, instrumentaliser la classe ouvrière pour parvenir à leurs fins : "La stratégie est claire: rallier les banlieues pauvres au mouvement et tenter l'épreuve de force contre le pouvoir.

Libération - Portée par la foule, l'opposition veut s'assurer la tenue d'élections parlementaires anticipées honnêtes en nommant Pachinian Premier ministre par intérim. Une hérésie pour le parti au pouvoir, qui considère que ce n'est pas à la rue de prendre ces décisions.

Au calme du mouvement s'est ajoutée la neutralité de la Russie. Loin d'être radicalement opposés à l'influence russe, les manifestants sont nombreux à se satisfaire de l'attitude effacée de ce rare soutien régional du pays. Il est toutefois fort probable que le Kremlin ne goûte guère la révolution douce. Le Premier ministre démissionnaire était proche de Moscou. Mais la diplomatie russe qualifie le mouvement d'«affaires intérieures». Mercredi, Vladimir Poutine a appelé le Président. Au même moment, le ministre des Affaires étrangères arménien s'envolait vers la Russie. Libération 26 avril 2018

- Arménie: l'opposant Pachinian pose un ultimatum, la Russie en médiateur AFP 26 avril 2018

Le chef de la contestation antigouvernementale en Arménie, Nikol Pachinian, a posé un ultimatum jeudi, en affirmant être le seul candidat possible au poste de Premier ministre, tandis que la Russie, jusqu'ici à l'écart de la crise, commençait à s'imposer comme médiateur.

"Si je ne suis pas élu Premier ministre, il n'y aura pas du tout de Premier ministre en Arménie", a lancé ce député et opposant de 42 ans, devant des milliers de ses partisans réunis dans la soirée sur la place de la République, au centre d'Erevan, la capitale de cette ex-république soviétique du Caucase du Sud.

"Il ne peut pas y avoir de compromis", a-t-il souligné.

Jeudi, le président du Parlement arménien, Ara Babloïan, a convoqué une réunion extraordinaire pour le 1er mai consacrée à l'élection d'un nouveau Premier ministre, après la démission de Serge

Sarkissian lundi sous la pression de manifestations ayant rassemblé des dizaines de milliers de personnes.

"La prochaine étape de notre combat, ce sera le 1er mai, rassemblez vos forces pour montrer ce jour-là à quel point le peuple est fort", a déclaré M. Pachinian.

Il a également annoncé avoir invité le Premier ministre par intérim, Karen Karapetian, pour des négociations vendredi matin dans un grand hôtel d'Erevan, en précisant avoir insisté que la rencontre soit ouverte à la presse.

Depuis le 13 avril, Nikol Pachinian a mobilisé des dizaines de milliers de personnes contre l'ancien président Serge Sarkissian devenu pour quelques jours seulement Premier ministre et contre son Parti républicain au pouvoir.

Le 23 avril, Serge Sarkissian a démissionné, après onze jours de protestations, son proche et membre de son parti Karen Karapetian étant devenu Premier ministre par intérim.

Désormais, le Parti républicain au pouvoir doit aussi "capituler devant le peuple", estime M. Pachinian, qui s'est dit "prêt à diriger le pays".

La candidature de Nikol Pachinian, qui se présente comme le "candidat du peuple" au poste de Premier ministre et a défilé jeudi dans les rues d'Erevan à la tête de milliers de ses partisans, doit être proposée dans les prochains jours pour le poste de chef du gouvernement par le bloc d'opposition Yelk.

Au Parlement, un candidat a besoin de 53 voix pour être élu. M. Pachinian ne peut compter actuellement que sur le soutien de 40 députés, selon un responsable du bloc Yelk. Le Parti républicain, au pouvoir, dispose de 58 sièges et a théoriquement toutes les chances de faire élire de nouveau son candidat.

Lors de la réunion du Parlement pour désigner le nouveau chef du gouvernement, "tout dépend du nombre de candidats proposés par les partis (...). Mais il est très probable que nous aurons le temps d'élire le nouveau Premier ministre le 1er mai", a précisé à l'AFP le vice-président du Parlement, Edouard Charmazanov.

Quelques heures après l'annonce de la décision du Parlement arménien de se réunir le 1er mai, le président russe Vladimir Poutine s'est entretenu au téléphone avec le Premier ministre arménien par intérim, Karen Karapetian.

Lors de cette conversation téléphonique, "il a été souligné que le règlement de la crise en Arménie devait se dérouler uniquement selon les normes du droit, dans le cadre de la Constitution en vigueur et sur la base des résultats des élections législatives légitimes qui ont eu lieu en avril 2017", selon un communiqué du Kremlin.

Ces législatives avaient été remportées par le Parti républicain de Serge Sarkissian, qui dispose actuellement d'une majorité au Parlement arménien, au grand dam du chef de l'opposition Nikol Pachinian, qui réclame des législatives anticipées.

Mercredi, M. Poutine s'était déjà entretenu au téléphone avec son homologue arménien Armen Sarkissian, les deux hommes ayant appelé à cette occasion "toutes les forces politiques (en Arménie) à faire preuve de retenue et de responsabilité".

Pour sa part, le vice-Premier ministre arménien, Armen Guevorkian, s'est rendu jeudi à Moscou pour des "consultations de travail", a déclaré à l'AFP un porte-parole du gouvernement arménien.

Le chef de la diplomatie arménienne, Edouard Nalbandian, a lui aussi fait le voyage dans la capitale russe où il a eu jeudi "une courte rencontre" avec son homologue Sergueï Lavrov, selon la diplomatie russe.

Nikol Pachinian, s'est pour sa part rendu mercredi à l'ambassade de Russie en Arménie, la partie russe ayant appelé, lors de cette rencontre, à "un dialogue constructif" entre les manifestants et les autorités, selon un communiqué de la mission diplomatique russe.

Jusqu'ici, la Russie, qui absorbe environ un quart des exportations arméniennes et dispose d'une base militaire en Arménie, s'est tenue à l'écart de la crise. Le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a répété jeudi qu'il s'agissait d'une "affaire intérieure arménienne". AFP 26 avril 2018

- Réalités arméniennes par Ivan Lizan - Réseau Voltaire 27 juillet 2013

Pendant que le gouvernement arménien se félicite de sa bonne politique et de sa « croissance à 7,2 % », la vie des citoyens est celle d'un terrible effondrement économique. Après avoir un instant cru au mythe de la solution occidentale, beaucoup fuient désormais un pays dont le problème essentiel réside dans le décalage des élites avec la réalité.

La vie politique suit les mêmes lois dans le monde entier comme en Europe. Et, à de rares exceptions près, ce sont celles du show politique. Par exemple, sur fond de problèmes sociaux et économiques en pleine croissance, les fonctionnaires de l'Union européenne (UE) décident quel contenant est le plus adapté pour l'huile d'olive dans les restaurants, tandis que des potagers sont aménagés dans les parcs de Lisbonne. Aux USA l'on se préoccupe de la légalisation du mariage homosexuel au niveau fédéral, tandis que l'esclavage imposé par les franchises est passé sous silence.

Dans les républiques post-soviétiques limitrophes de la Russie, c'est la même situation. En Ukraine, il y a des élections sans fin, tandis qu'en Arménie il n'y a pas si longtemps que les passions sur le maïdan [1] se sont calmées. Le politicien orange [2] Raffi Ovanisian a à peine cessé sa grève de la fin, qu'il a créé dans la foulée un mouvement politique d'opposition et a interdit à tout le monde de le critiquer. On a l'impression que le monde s'est transformé en une immense scène d'un théâtre de l'absurde. Et pendant ce temps là, dans la même Arménie, la population se paupérise rapidement, tandis que les plus capables quittent le pays.

La dépopulation arménienne

Les Arméniens fuient leur pays. D'après un sondage mené par Gallup, 40 % d'entre eux ne sont pas opposés à l'idée de quitter leur pays pour toujours. Et dans leur cas, les paroles ne sont pas loin des actes : en 2011, 43 000 Arméniens ont quitté leur pays, l'an dernier 42 000 autres les ont suivis. C'est curieux, mais la hausse du PIB (7 % l'an, selon le gouvernement) n'influe en rien sur les sentiments émigrionnistes du peuple. Le problème de l'expatriation est déjà devenu le premier des sujets dans les médias de masse du pays, éclipsant même le dilemme de la politique étrangère du pays. Les populistes clament que la fuite des habitants est liée à l'absence de justice, les réalistes estiment qu'elle contribue à la perte de la souveraineté. La dépopulation arménienne est déjà devenue un thème labouré par la propagande électorale des mouvements politiques. Ainsi, la politique-show a de nouveau gagné, repoussant dans l'ombre les problèmes économiques et la querelle gazière avec la Russie. Pendant ce temps, la crise risque d'entraîner l'effondrement de l'économie du pays.

Comment la crise achève l'économie arménienne

Depuis le début des années 90, l'Arménie a fait tout le chemin vers la désindustrialisation. Désormais, un tiers des Arméniens vivent sous le seuil de pauvreté, le chômage a dépassé les 16

% et l'office national statistique a perdu tout lien avec la réalité, en annonçant une hausse du PIB de 7,2 %.

En réalité, seul l'en-cours de dette et le montant des capitaux en fuite sont en hausse dans le pays. Le gouvernement ne s'inquiète plus du tout que la dette extérieure du petit pays ait dépassé les 4 milliards de dollars, tandis que les capitaux s'écoulent comme le sable à travers les doigts. Sur la seule année dernière, un demi-milliard de dollars ont quitté la république, ce qui ne rend guère plus stable la devise nationale, le dram. Les indicateurs des investissements directs étrangers (IDE) si appréciés par les libéraux esquissent un tableau vraiment glauque. Le montant des IDE s'est effondré de 27,5 % l'an dernier : les investisseurs fuient et ne reviennent pas.

Seul le travail des Arméniens expatriés en Russie sauve l'économie : ils rapatrient 2,5 milliards de dollars chaque année et ne sont dépassés dans le montant des sommes reversées au pays que par les Tadjiks, qui en envoient 3,6 milliards chez eux. L'isolation qu'entretiennent la Turquie et l'Azerbaïdjan à l'égard de l'Arménie ne contribuent guère à améliorer la situation. Une seule chose est évidente dans la politique arménienne : personne n'a l'intention de résoudre les problèmes réels.

UE ou UEE : le dilemme du choix géopolitique de l'Arménie

La question de la fuite des citoyens a éclipsé pour un moment du top des discussions celle du choix du pays entre l'intégration européenne (UE) ou eurasiennne (UEE). Les politiciens n'arrivent pas à décider quel cap géopolitique doit suivre la barque prenant l'eau de toutes parts nommée « République d'Arménie ». Les show-politiciens dogmatiques corrigent sans cesse la direction, tandis que l'axiome selon lequel le Texas est pillé par les Texans rend impossible n'importe quelle intégration.

Cependant, à Minsk où était le Premier Ministre Tigran Sarkissian le 31 mai, l'on discutait du format de la coopération entre l'Arménie et l'Union douanière [3]. L'Arménie n'a pas de frontières communes avec celles des membres de l'Union douanière, et c'est justement ce qui est souvent mis en avant pour s'opposer à l'adhésion [4]. Cependant, l'Arménie n'a jamais eu de frontières communes avec l'UE non plus, mais la conclusion d'un accord avec elle est devenue une question prioritaire pour le gouvernement arménien. Il se trouve donc que l'éloignement de l'Europe n'est pas un obstacle à une association voire à une intégration européenne de l'ordre du mythe, ce qui ne serait pas le cas pour une politique d'union autour de la Russie, bien réelle malgré l'absence d'une frontière commune. Comme on le dit, seule compte la volonté, l'on trouvera toujours le format. Le résultat visible est une politique dirigée vers plusieurs direction et soutenue tant par l'Occident que par la diaspora sise aux États-Unis. Conclusions

Sans doute, les élites nationales sont devenues la plus grande malédiction pour les républiques limitrophes de la Russie, où il n'y a pas d'État puissant : il est impossible de s'en séparer, mais il est insupportable de vivre avec. Les gouvernants de l'Arménie font justement partie de ces élites-là. Peu importe qui a gagné aux élections présidentielles organisées à la fin de l'hiver : le président élu Serge Sagsian ou l'opposant pro-US Raffi Ovanissian. Pendant leurs années de vie dans les réserves d'indiens nationales, les élites se sont dégradées et se sont transformées en showmen politiciens. Mais on ne peut rafistoler les trous béants de l'économie arménienne et la fuite des citoyens par des discours enflammés dans les meetings et des conférences de presse.

Le salut de l'Arménie, comme des autres confettis nationaux de l'URSS, est autour de la Russie seule. Le seul processus de réintégration et de recréation d'un État nécessitera de nouvelles élites, capables de répondre aux gageures géopolitiques, mais aussi économiques et démographiques. Réseau Voltaire 27 juillet 2013

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Grève des airs L'intersyndicale d'Air France rejoint les syndicats de pilotes - Liberation.fr 26.04

L'intersyndicale d'Air France au complet a appelé, jeudi, à de nouvelles journées de grève les 3 et 4 mai, puis les 7 et 8 mai... Liberation.fr 26.04